

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

29/12/2014



Communiqué de presse

Projet de la Loi 19.12 sur le travail domestique à la Chambre des Conseiller(e)s

Projet de loi pénalisant le travail des « petites bonnes » à la Chambre des Député(e)s

Le 18.12.2014, Madame Khadija Rouissi, députée, a présenté devant la Chambre des Député(e)s une proposition de loi prévoyant « des peines de prison contre les employeur(e)s d'enfants allant d'un an à trois ans de prison ferme ». Le texte avait été déposé en mars 2013.

Les 29 et 30.12.2014, la Chambre des Conseillers reprend l'examen du projet de Loi 19.12 sur les « travailleur(e)s domestiques ». Après les avis du CNDH et du CESE pour la fixation à 18 ans de l'âge d'accès au travail domestique, les amendements de toutes les composantes de la Chambre proposent l'interdiction du travail domestique des moins de 18 ans.

Nous saluons chaleureusement cette mobilisation des parlementaires en faveur de cette disposition qui contribuera au renforcement de notre arsenal juridique contre la pratique sociale indigne de l'exploitation des mineur(e)s dans le travail domestique, qui sont en très grande majorité des « petites bonnes ». Elle honore notre pays et le met sur la voie de la cohérence avec ses engagements internationaux en matière de droits de l'enfant.

Cependant, nous rappelons qu'il y a plus de 12 ans, le 20 mars 2002, notre pays avait accueilli, à Marrakech, la première réunion regroupant des membres de l'Union Interparlementaire (UIP) et de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) qui avaient pour but de mobiliser les volontés politiques afin d'éliminer les pires formes de travail des enfants, dont le travail domestique, et qui avaient adopté le « Guide pratique destiné aux parlementaires pour la mise en œuvre de la Convention 182 de l'OIT ».

Dans ce document de référence, à propos des dispositions législatives, ce panel d'experts a convenu de l'extrême importance d'une législation pour contribuer à l'éradication de cette pratique contraire aux droits de l'enfant, tout en affirmant que son impact restera limité si elle n'est pas accompagnée de mesures concrètes pour :

1. Sensibiliser et mobiliser l'opinion publique afin qu'elle lutte contre les pires formes de travail des enfants;
2. Empêcher les enfants d'être entraînés sous des promesses fallacieuses dans les pires formes de travail des enfants;
3. Soustraire les enfants engagés dans les pires formes de travail des enfants;
4. Réadapter les enfants soustraits et les réintégrer dans le système scolaire;
5. Améliorer le système scolaire en multipliant le nombre d'écoles et d'enseignants et en l'adaptant mieux aux besoins locaux;
6. Fournir des subventions et des revenus aux enfants les plus touchés et à leurs familles.

Ces experts ont, par ailleurs, réaffirmé que pour répondre à ces exigences, il faut élaborer des programmes multidimensionnels assortis de délais, bénéficiant d'un soutien financier suffisant et d'un suivi rigoureux de leur mise en œuvre.



C'est dire que malgré les importantes initiatives de nos parlementaires, ce problème sociétal ne peut être résolu sans l'engagement de « tout le gouvernement », comme le revendique notre Collectif « Pour l'éradication du travail des petites bonnes », depuis plusieurs années :

1. Pénaliser le travail domestique des mineures et mettre en œuvre les instruments et les structures adaptés, en ciblant en priorité les intermédiaires et les employeur(e)s,
2. Mettre en place les structures et les ressources humaines et matérielles pour réparer les effets du travail domestique sur les enfants qui en sont victimes et faciliter leur réinsertion en famille et à l'école,
3. Mettre en œuvre une politique intégrée de protection de l'enfant, en général, et des plans d'action spécifiques contre l'exploitation des enfants dans le travail domestique, en particulier,
4. Sensibiliser la société, notamment les familles, les employeurs et les intermédiaires (samsara) à la protection et promotion des droits de l'enfant et aux risques de leur exploitation dans le travail domestique à un âge précoce.

Casablanca, le 28 décembre 2014
Le secrétariat du Collectif LCTE

Contacts :
Omar SAADOUNE : 06 61 49 86 58 – 06 61 06 34 83
Meriem KAMAL : 06 61 49 25 42 – 06 61 45 11 10

مجلس المستشارين يبت في تعديلات مشروع القانون 19,12 المتعلق بالعمل المنزلي تقديم مقترح قانون امام مجلس النواب يجرم العمل المنزلي لأقل من 18 سنة

يوم 2014/12/18، قدمت النائبة السيدة خديجة الرويسي امام مجلس النواب مقترح قانون يجرم استغلال الأطفال في العمل المنزلي ويقضى بسجن المشغلين والمشغلات والسماسة. وقد وضع هذا النص بالبرلمان مند مارس 2013.

يومي 29 و 2014/12/30 يستأنف مجلس المستشارين النظر في تعديلات مشروع القانون 19.12 داخل لجنة العدالة و حقوق الانسان. ويعد توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان والمجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي بتحديد سن ولوج العمل المنزلي في 18 سنة أجمعت كل مكونات مجلس المستشارين في تعديلاتها المقترحة على حظر العمل المنزلي لأقل من هذا السن.

نحي بحماسة تعبئة البرلمانيات والبرلمانيين لصالح هذه الإجراءات التي سوف تساعد على تعزيز الترسنة القانونية لمكافحة هذه الممارسة الاجتماعية الفاحشة وتساهم في تكريم بلدنا ووضعه على طريق الانسجام مع التزاماته الدولية بحماية حقوق الطفل.

ومنظمة العمل (IPU) ومع ذلك، نشير إلى أنه قبل أكثر من 12 عاما، في 20 مارس 2002، استضافت بلادنا، في مراكش، أول اجتماع لأعضاء الاتحاد البرلماني الدولي (ILO) الدولية (ILO) ، يهدف إلى حشد الإرادات السياسية للقضاء على أسوأ أشكال عمل الأطفال، بما في ذلك العمل المنزلي، واعتمدت "دليل للبرلمانيين لتنفيذ الاتفاقية 182 الدولية لمنظمة العمل الدولية".

في هذه الوثيقة المرجعية حول الاجراءات القانونية، أكدت لجنة الخبراء إلى الأهمية البالغة للتشريعات للمساعدة على القضاء على هذه الممارسة التي تنتهك حقوق الطفل، في حين أكدت كذلك على محدودية أثرها إذا لم يقترن ذلك باتخاذ تدابير ملموسة ل:

1. توعية وتعبئة الرأي العام على أهمية و ضرورة مكافحة عمل الأطفال؛
2. حماية الأطفال من الوعود الكاذبة لجلبهم الى أسوأ أشكال عمل الأطفال؛
3. انقاذ الأطفال العاملين في أسوأ أشكال عمل الأطفال؛
4. اعادة تأهيلهم وإعادة إدماجهم في النظام المدرسي؛
5. تحسين نظام التعليم من خلال زيادة عدد المدارس والمعلمين والتكيف مع الاحتياجات المحلية؛
6. توفير المنح والدخل للأطفال الأكثر تضررا ولأسرهم.

وقد أكد هؤلاء الخبراء أيضا على ضرورة وضع برامج محددة زمنيا متعددة الأبعاد والاختصاصات، وتوفير دعم مالي كاف ورصد دقيق لتنفيذها.

وهذا يعني أنه على الرغم من المبادرات البرلمانية الهامة يبقى القضاء هذا على هذه الظاهرة الاجتماعية رهين بالتزام و تعبئة و مساهمة كل مكونات الحكومة كما يطالب به مند سنوات الائتلاف "من أجل القضاء على عمل الخادمت القاصرات في المنازل":

1. تجريم عمل القاصرات بالمنزل مع توفير و تفعيل الآليات والهياكل الملائمة، واستهداف الوسطاء والمشغلين في المقام الأول،
2. إنشاء الهياكل وتوفير الموارد البشرية والمادية لإصلاح آثار العمل المنزلي على الأطفال وتسهيل إعادة إدماجهم في الأسرة والمدرسة،
3. تنفيذ سياسة متكاملة لحماية الطفل وخاصة للعمل ضد استغلال الأطفال في العمل المنزلي،
4. توعية وتثقيف المجتمع، بما في ذلك الأسر وأرباب العمل والوسطاء على حماية وتعزيز حقوق الطفل وعلى مخاطر الاستغلال في العمل المنزلي في سن مبكرة.

الدار البيضاء، 28 ديسمبر 2014

كتابة الائتلاف "من أجل القضاء على عمل الخادمت القاصرات في المنازل"

للاتصال :

عمر سعدون : 06 61 49 86 58 - 06 61 06 34 83

مریم كمال : 06 61 49 25 42 - 06 61 06 11 10

Année politique 2014 : Dynamisme et deuil politique web design graphique

lachgar zaidi Flashidee.com: Année politique 2014 : Dynamisme et deuil politique web design graphique
Si l'année politique 2014 a été en grande partie marquée par un temps de réflexion sur les moyens de matérialiser les dispositions de la nouvelle constitution et la discussion des projets de lois organiques ainsi que leur mode de préparation, elle a été également une année de deuil avec la disparition de deux ténors de la vie politique, en l'occurrence le député socialiste Ahmed Zaidi et le ministre d'Etat, Abdellah Baha. Un débat très vif entre majorité et opposition commencé deux années auparavant et qui porte principalement sur des questions inhérentes à la matérialisation de la constitution de 2011, entre autres, la réforme de la justice et la loi électorale.

Pour exprimer son désaccord, l'opposition a eu recours à plusieurs formes de protestation comme le boycott des travaux des commissions et des séances plénières au parlement ou encore la publication de mémorandums sur le rejet de certains projets de loi, notamment ceux relatifs à la régionalisation et la loi électorale sans oublier l'inévitable passe d'armes entre le chef du gouvernement et l'opposition lors de la séance plénière mensuelle.

Cela dit, l'un des faits marquants de l'année politique finissante qui a tenu en haleine les acteurs et les observateurs politiques, l'élection du président de la chambre des représentants. Une lutte pour le perchoir qui a opposé le candidat de la majorité, l'heureux élu, Rachid Talbi Alami, et Karim Ghellab, le président sortant et candidat malheureux de l'opposition.

Autre rendez-vous politique propice au déchaînement des oppositions, la discussion du projet de loi de finances 2015 qui définit irréversiblement la politique générale de l'Etat pour toute une année.

A chaque fois, le débat est très vif au point de déboucher parfois sur des polémiques et des dérapages qui ne servent pas l'image des politiques déjà en mal de crédibilité.

Autres faits marquants, la présentation devant les deux chambres du rapport d'activité 2011-2013 du **Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH)** ainsi que celui relatif aux tribunaux financiers par la cour suprême des comptes. Deux rendez-vous cruciaux qui redéfinissent les rapports entre ces deux institutions et le parlement;

Avez-vous besoin de: conception de sites Web de l'église ?, veuillez visiter notre site web www.marocgrafix.com

Dans cette rétrospective de l'année 2014, un grand moment politique, le discours royal prononcé par le Roi Mohammed VI à l'ouverture de la session d'automne du parlement.

En s'adressant aux représentants de la nation, le Souverain avait alors souligné que « Le discours politique commande la sincérité à l'égard du citoyen, l'objectivité dans l'analyse ainsi que le respect entre tous les acteurs concernés, de sorte qu'ils soient tous au service de la Patrie et non des protagonistes politiques, divisés par leurs intérêts étriés ».

<http://www.flashidee.com/flashidee-com-anne-politique-2014-dynamisme-et-deuil-politique-web-design-graphique/>

Dynamisme politique mais, hélas, aussi deuil avec la disparition dans des conditions terribles de deux ténors de la vie politique, d'abord le parlementaire et dirigeant socialiste Ahmed Zaidi, et un mois plus tard, le ministre d'Etat Abdellah Baha. Une mort qui a provoqué un grand émoi au sein de la classe politique et dans tout le Maroc tellement les deux défunts étaient respectés de tous pour leur sagesse et leur conduite irréprochable tant sur le plan humain qu'en celui de la pratique de la politique dans son sens le plus noble.

Avez-vous besoin de: conception web sur Fes ?, veuillez visiter notre site web www.marocgrafix.com
Des valeurs politiques en perdition que les acteurs politiques ont aujourd'hui le devoir de ressusciter pour pouvoir se réconcilier avec les électeurs et redonner un sens et une crédibilité à leur action. A ce titre, il s'agit d'évoquer le dernier rapport de la cour suprême des comptes concernant l'audit des comptes des partis politiques pour l'année 2012 qui appelle à plus de transparence et de rigueur dans la justification des dépenses.

Marruecos desmantela y quema en Oujda un campamento con 80 inmigrantes

Jesús Blasco de Avellaneda - Oujda (Marruecos)

Durante los días 15 y 16 de diciembre las Fuerzas de Seguridad marroquíes desmantelaron a la fuerza uno de los asentamientos de inmigrantes subsaharianos que pueblan la periferia de la ciudad magrebí de Oujda, fronteriza con Argelia.

Concretamente, los más de cien efectivos de los diferentes cuerpos de seguridad del reino alauí destrozaron las cuarenta tiendas de campaña, donde sobrevivían 80 nigerianos, distribuidas en un pequeño espacio en el frondoso bosque de Sidi M'Afa, cerca del barrio Al Massakine –que significa 'los pobres'-, uno de los más humildes y deprimidos de toda la provincia.

Entre los inmigrantes desalojados se encontraban 27 mujeres, algunas de ellas en estado de gestación, y 11 niños, la mayoría de los cuales de corta edad, que ahora tendrán que volver a mendigar y a buscar un nuevo refugio para pasar uno de los inviernos más duros que se recuerdan en la región, con temperaturas cercanas a los cero grados centígrados y porcentajes de humedad relativa en el ambiente superiores al 70% durante la noche.

Miembros de la sección de la región 'La Oriental' de la Asociación Marroquí de Derechos Humanos (AMDH) han puesto de manifiesto la crueldad de los agentes actuantes que se ensañaron con las rústicas tiendas de palos y plásticos para luego amontonar todos los enseres de los indefensos inmigrantes – incluidas las ropas y comida- y quemarlos sin compasión.

"Destruyeron 40 tiendas de plástico y con ellas todas las provisiones de primera necesidad, vestidos, mantas, alimentos, humildes juguetes para los más pequeños, una barbarie", según narra lo sucedido Hassan, uno de los miembros de la AMDH en Oujda, presente en el desalojo.

En la operación, el Gobierno marroquí no escatimó recursos y desplazó al lugar un helicóptero de la Gendarmería Real, además de una veintena de vehículos pertenecientes tanto al citado Cuerpo como a la Policía de Aduanas y a las Fuerzas Auxiliares. En total, más de un centenar de agentes armados, en algunos casos, con material antidisturbios para desmantelar la improvisada vivienda de un grupo pacífico de subsaharianos que se refugiaban del frío.

Mohamed Embarke, presidente de la AMDH en Oujda, ha denunciado los hechos ante el ministro del Interior, Mohamed Assad, en una carta que ha remitido también a los ministros de Justicia y Libertades, y de Asuntos Exteriores del reino alauí, además de al presidente del Consejo Nacional de los Derechos

http://www.eldiario.es/desalambre/Marruecos-desmantela-Oujda-campamento-inmigrantes_0_339116588.html

Humanos, en donde narra cómo sucedieron los hechos entre los que destaca la quema de un pequeño espacio alfombrado y cubierto de plástico que los nigerianos utilizaban de improvisada mezquita o lugar de oración y que destrizaron sin titubeo alguno.

Una medida desmesurada, según describe Embarke, que únicamente sirve para acercar a estas familias a una posible muerte por hipotermia, inanición o malnutrición y que ha provocado gran estupor y frustración en la comunidad subsahariana que sobrevive en Marruecos.

A la mañana siguiente, miembros de la Asociación Marroquí de Derechos Humanos se desplazaron al lugar de los hechos con objeto de realizar un seguimiento sobre el terreno de los daños y ver la posibilidad de poder rescatar algunos enseres o de volver a ubicar en el bosque a algunas de las familias expulsadas de allí. Pero las Fuerzas Auxiliares no permitieron el acceso de los activistas al lugar ni quisieron darles información de dónde habían llevado los materiales sustraídos ni a los inmigrantes que se llevaron por la fuerza.

Fotografía tomada momentos después de que Marruecos desmantelara un asentamiento de inmigrantes // FOTO: Jesús Blasco de Avellaneda

Fotografía tomada momentos después de que Marruecos desmantelara un asentamiento de inmigrantes // FOTO: Jesús Blasco de Avellaneda

Para complacer a Europa

Desde la AMDH se insiste en que un ataque tan cruel e indiscriminado no puede deberse a más que a una muestra de "lealtad y complacencia" a Europa. Y que en ningún caso tiene sentido el uso de la fuerza contra inocentes, pero menos después de la anunciada "nueva política migratoria" propugnada por el Gobierno de Benkirán desde septiembre de 2013 en la que se debía de haber puesto en marcha una campaña de regularización de inmigrantes en situación irregular, que finalmente no ha tenido el desarrollo anunciado y prometido.

Además, la quema de las viviendas de estos inmigrantes tenía lugar justo después de la duodécima sesión del Consejo de Asociación Unión Europea-Marruecos, celebrada en Bruselas, en donde Europa volvió a insistir en apoyar económicamente las políticas migratorias y de asilo desarrolladas por su socio magrebí.

Desde la AMDH se cree que es una muy mala forma de celebrar el Día Internacional del Migrante, que se celebró el pasado 18 de diciembre, y señala que el Gobierno alauí no debería "alardear de haber ratificado la Convención de Derechos Humanos ni acoger el Foro Mundial de los Derechos Humanos" si luego "pierde toda credibilidad" con métodos "inhumanos, racistas y discriminatorios" contra personas indefensas y expuestas al peligro, "sacándolas de su único refugio en vez de salvaguardar su dignidad humana".



مجلس اليزمي يكشف عن تقرير صادم حول واقع الصحة ببني ملال

بني ملال
المصطفى أبو الخير

25/12/2014

كشفت تقرير للمجلس الوطني لحقوق الإنسان عن واقع صادم لقطاع الصحة ببني ملال، وأكد علال النصاروي رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان على هامش تقديم التقرير الأول من نوعه على الصعيد الوطني والجهوي قلة الموارد البشرية وغياب الأمن في المركز الاستشفائي الجهوي لبني ملال وتسجيل رقم مهول في وفيات الأطفال بلغ 341 طفلا سنويا بمعدل طفل كل يوم تقريبا.

وقال النصاروي في تقديم التقرير مساء الجمعة الماضي بنادي الفروسية ببني ملال إن المستشفى يضم تجهيزات متواضعة لا ترقى إلى مستوى تقديم العلاجات الضرورية، بالإضافة إلى تجهيزات معطلة كليا، موضحا أن قلة الموارد البشرية تعوق تقديم خدمات في المستوى، حيث كشف أنه في سنة 2011 بلغ معدل السكان على المستوى الوطني بالنسبة لكل طبيب 1630 نسمة، بينما يبلغ المعدل بإقليم بني ملال 2152، وقد تزايد هذا العجز في سنة 2013 حيث أصبح 2460 نسمة، مضيفا أن مرافق المستشفى تعيش تحت ضغط الاكتظاظ الدائم، مقترحا اعتماد التسلسل في العلاج وتجهيز المستوصفات والمستشفيات المحلية تفاديا للاكتظاظ في المستشفى الجهوي، وتعزيز التدبير المعلوماتي في المستشفى.

وأفاد علال النصاروي أن المستشفى الجهوي تغيب فيه المقاربة الحقوقية مع المرضى حيث أن المرضى المتعاشين مع داء فقدان المناعة المكتسبة السيدا يتعرضون للوصم والتمييز، بالإضافة إلى أخطار تتعلق بصحة النزلاء والزوار والتي تتعلق بسوء التغذية وعدم حرق النفايات الطبية.

وكشف النصاروي عن الوضعية المأساوية لمستودع الأموات الذي يفتقد للمواصفات الصحية حيث تغيب فيه المرافق العمومية، واقترحت اللجنة الجهوية التابعة للمجلس الوطني لحقوق الإنسان مجموعة من التدابير أولها المطالبة بإحداث مركز استشفائي جامعي مرفق بكلية الطب، واستفادة الأطباء من التكوينات المستمرة حتى يقدموا خدمات جيدة بمقاربات اجتماعية وحقوقية.

ولم يمر تقديم التقرير دون أن تسجل إدارة المركز الاستشفائي الجهوي ببني ملال ملاحظاتها على التقرير، حيث قال الدكتور الدوهو مدير المركز أن اللجنة الجهوية أدرجت السلبيات في التقرير فقط دون الإيجابيات، والتمس إعادة زيارة المستشفى، ثم أضاف أن التقرير ركز على السلبيات فقط، وقدم مدير المستشفى مجموعة من الإحصائيات منها استقبال حوالي 51 ألف مريض و 87 ألف من الحالات الاستعجالية، والعمليات الجراحية للنساء الحوامل التي تتكلف وزارة الصحة بها، وعزا أسباب الاكتظاظ إلى وجود أربعة أقاليم تحيط بالمدينة غير مجهزة بالمعدات الطبية، بالإضافة إلى استفادة بعض الفئات المسورة من خدمة راميد الذي يهم الفئات الفقيرة، في المستشفى الذي قال إنه احتل المرتبة الأولى سنة 2013 من حيث الأداء.

استعجال التدخل للنهوض بالواقع الصحي ببني ملال



دعت اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بني ملال-خريبكة، يوم الجمعة المنصرم بمدينة بني ملال، إلى استعجال تدخل كل الفاعلين، مؤسساتيين وغير مؤسساتيين، من بينهم المنتخبين والإعلام والمجتمع المدني، من أجل النهوض بالواقع الصحي بجهة آزيلال.

وقال رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بني ملال-خريبكة، علال البصراوي، خلال اللقاء الذي نظم لتقديم خلاصات تقرير حول الوضع الصحي بإقليم بني ملال، إن اللجنة، وهي تستحضر أهمية قطاع الصحة ومحورية الحق في الصحة ودور كل المؤسسات والفاعلين وأهمية مساهمة كل فاعل من موقعه ومسؤوليته، تطالب بضرورة ترفع الفاعلين الجهويين لإحداث كلية الطب بالجهة من أجل سد الخصاص الكبير من الأطر الطبية ورفع مستوى المتوفر منها.

وأكد، في قراءة للتوصيات التي تضمنها هذا التقرير، أهمية دور الإعلام والمجتمع المدني في التحسيس خاصة بضرورة احترام التسلسل العلاجي، والتعريف بنظام (راميد) لتجاوز حالات الاحتقان التي يخلقها سوء فهم هذا النظام

من طرف كثير من المرتفقين، وتخليق الممارسة في قطاع الصحة محليا ومناهضة كل الممارسات الخارجة عن القانون.

وشدد على ضرورة التواصل بين الإدارة الصحية ومختلف العاملين بالقطاع وبين هؤلاء ومكونات المجتمع المدني وخاصة الجمعيات العاملة في المجال (محاربة داء السيدا، السكري، الأمهات العازبات...) وإشراكها عبر تنظيم لقاءات وشرارات.

وأبرز هذا التقرير «أهمية تبني المقاربة الحقوقية في التعامل مع مختلف المرتفقين بدون وصم أو تمييز، واعتماد الشفافية والحكمة الجيدة في تدبير الصفقات العمومية التي تخص قطاع الصحة بالجهة، وتأهيل المستشفيات الإقليمية والمستوصفات لتخفيف العلاجات الصحية الأساسية بالعالم القروي من حيث التجهيزات، وتعزيز التدبير المعلوماتي للمستشفى، خاصة من خلال وضع شبكة معلوماتية داخلية».

ودعا إلى «مراعاة الخصائص على مستوى

الجهة عند تعيين الأطباء الجدد خاصة، وياقني الموظفين بقطاع الصحة بشكل عام، وتعزيز الموارد البشرية ذات العلاقة بالخدمات الصحية الأساسية، خاصة الأطر ذات علاقة بصحة الأم والطفل، وتوفير الأمن داخل المرافق الصحية خاصة للأطر والمرفقين، وتفعيل هيئات التدبير الخاصة بالمستشفى (مجلس الأطباء وأطباء الأسنان والصيادلة، لجنة محاربة التلغفات المكتسبة بالمستشفى، مجلس المرضين والمرضات)».

وطالب ب«إحداث لجنة تدبير المركب الجراحي، والتسريع ببناء مستودع الموتى يتوفر على تجهيزات مناسبة، والنظر في تدبير هذا المرفق من طرف المجلس البلدي، فضلا عن توفير آلة لحرق المنتجات والنفايات الطبية حماية للصحة العامة وسلامة البيئة، والعمل على تأهيل الموارد البشرية وذلك بوضع برنامج للتكوين والتكوين المستمر قصد مواكبة كافة الأطر للمستجدات التي يعرفها الحقل الصحي، وتوفير الشروط الذاتية المادية والبشرية لإنجاح نظام (راميد) محليا».

3259/6

مراعاة الخصائص على مستوى
الجهة عند تعيين الأطباء الجدد
خاصة، وباقية الموظفين بقطاع
الصحة بشكل عام وتعزيز
الموارد البشرية ذات العلاقة
بالخدمات الصحية الأساسية



وفاة 8 أمهات و 341 رضيعا سنويا مع تجهيزات ضعيفة وموارد بشرية قليلة

اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان ترسم صورة قاتمة لمستشفى بني ملال

3/8/9 65



التوصيات التي تضمنها هذا التقرير، منها أهمية دور الإعلام والمجتمع المدني في التحسيس، خاصة احترام التسلسل العلاجي، والتعريف بنظام المساعدة الطبية (راميد)، لتجاوز حالات الاحتقان، التي يخلقها سوء فهم هذا النظام من طرف كثير من المرتفقين، وتخليق الممارسة في قطاع الصحة محليا، ومناهضة كل الممارسات الخارجة عن القانون.

وطالب بإحداث لجنة تدبير المركب الجراحي، والتسريع ببناء مستودع للموتى يتوفر على تجهيزات مناسبة، والتواصل بين جميع المكونات الداخلية والخارجية، والاهتمام بالتكوين، وتوفير الدعم للجمعيات العاملة في القطاع، وتخليق الممارسة في قطاع الصحة محليا.

فضلا عن غياب الشروط الدنيا داخل مستودع الأموات.

وكشف التقرير أن الخريطة الصحية تعاني عدم احترام التسلسل العلاجي، وضعف الإرشاد والتواصل، فضلا عن النقص على مستويات التغذية والنظافة ومعالجة النفايات الطبية، ما يعني ضرورة توفير آلة لحرق النفايات، وفقا للضوابط الطبية والعلمية، وهو ما يعرض الناس والبيئة لأخطار كبيرة.

وأضاف أن اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بني ملال-خريبكة تطالب بضرورة ترفع الفاعلين الجهويين لإحداث كلية الطب بالجهة، لسد الخصاص الكبير من الأطر الطبية ورفع مستوى المتوفر منها. وألح البصراوي على مجموعة من

في السنة، ووفاة 341 رضيعا سنويا، بما لا يتماشى مع توجهات وزارة الصحة بشأن صحة الأم والطفل.

كما تحدث عن قلة الموارد البشرية، ما يساهم في الاكتظاظ مع ضعف الحماية الأمنية للأطر الطبية والإدارية العاملة بالمستشفى، وتغيب فيه المقاربة الحقوقية في التعامل مع المرضى. وأشار المتدخل إلى أن تجهيزات المستشفى متواضعة وأخرى معطلة، لا ترقى إلى مستوى توفير جودة الخدمات المقدمة، مع غياب التحفيز للعاملين، وغياب التكوين المستمر للأطر العاملة بالمستشفى، وغياب أي إشراك لجمعيات المجتمع المدني، إضافة إلى عدم ربط قاعات المرضى السريريين بالإكسجين الدائم، ما يعرض حياة المرضى للخطر،

بني ملال: محمد رفيق

كشفت التقرير الموضوعاتي، الذي أعدته اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بني ملال-خريبكة، في لقاء نظمته اللجنة مع ممثلي الصحافة والفعاليات الجمعوية والحقوقية والهيئات المعنية، مساء الجمعة الماضي، بمدينة بني ملال، عن مجموعة من الاختلالات بالمركز الاستشفائي الجهوي لبني ملال، إذ أكد رئيس اللجنة الجهوية، علال البصراوي، على ضرورة التدخل الاستعجالي لكل الفاعلين، بالجهة والمدينة، للنهوض بالواقع الصحي بجهة تادلة أزيلال.

وأوضح أن مصلحة الولادة بالمستشفى تعاني ارتفاع معدل الوفيات لدى الأمهات بمعدل 8 حالات

هذه الشخصيات الحقوقية الأكثر تأثيرا في المغرب سنة 2014

هسبريس - أيوب الريحي

الأحد 28 دجنبر 2014 - 15:00

هل تقدم المغرب على درب حقوق الإنسان أم عاش ردة حقوقية خلال السنة المنقضية؟ كان ذلك هو السؤال الذي ملك الدنيا وشغل الناس، بين مؤكّد على أن المملكة قطعت خطوات مهمة في مسار ترسيخ ثقافة حقوق الإنسان، سواء من خلال التوقيع على الاتفاقيات الدولية لحقوق الإنسان أو عبر الإجراءات "الشجاعة" التي اتخذتها الدول على مدار السنة، وبين من يعتبر أن كل كلام عن حقوق الإنسان في المغرب كلمة حق يراد بها باطل وبأن المهم الأساسي للدولة هو إعطاء صورة إيجابية عنها لدى المنتظم الدولي بينما الواقع لم يتغير.

ونظرا لأهمية النقاش الحقوقي الدائر في المغرب، اختارت جريدة "هسبريس الإلكترونية" إثنا عشر شخصية حقوقية كانت هي الأكثر حضورا وتأثيرا في المشهد الحقوقي المغربي مهما اختلفت انتماءاتهم والأفكار التي يدافعون عنها.

إدريس اليزمي

لعل الحدث الأبرز الذي عرفته الساحة الحقوقية خلال هذه السنة هو تنظيم المنتدى الدولي لحقوق الإنسان الذي احتضنته مدينة مراكش وأشرف على تنظيمه المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وهو الأمر الذي وضع إدريس اليزمي الأمين العام للمجلس في مقدمة الأشخاص الذين واجهوا العديد من الإنتقادات من طرف الهيئات الحقوقية المغربية التي قاطعت المنتدى، وعلى الرغم من ذلك فقد استطاع الأزمي أن ينظم هذا المنتدى العالمي.

اليزمي وجد نفسه في مواجهة مباشرة مع العديد من الجمعيات الحقوقية المغربية التي وصفت المنتدى بأنه محاولة لتلميع صورة المغرب الحقوقية، ومع ذلك فقد ظل الرجل يؤكد على أن باب المنتدى سيبقى مفتوحا أمام هذه الجمعيات، ويحسب لليزمي أيضا أنه كان وراء العديد من التقارير الجريئة أهمها التقرير الشامل عن أوضاع حقوق الإنسان في المغرب والذي تم تقديمه أمام البرلمان، ثم تقريره حول المؤسسات السجنية في المغرب وتوصياته للحد من ظاهرة الاكتظاظ في المؤسسات السجنية.

أحمد الهايج

لم يكن يدور أبدا بخلد أحمد الهايج وهو يتسلم منصب رئيس الجمعية المغربية لحقوق الإنسان أنه سيواجه كل هذه المضايقات من طرف وزارة لدرجة أن يصل الأمر إلى التهديد برفع صفة النفع العام عن الجمعية، ومع ذلك فما زال الهايج المعروف بمهذبه محافظا محافظا محاولا امتصاص الصدمات التي تتلاقها جمعياته خلال الأشهر الأخيرة وذلك عبر اتخاذ لجميع الإجراءات القانونية للدفاع عن أنشطة جمعياته مبتعدا عن ردود الفعل المشنجة.

كما أنه من بين الأمور التي تحسب للهايج خلال هذه السنة هو نجاحه في استصدار حكم من المحكمة الإدارية بالرباط يقضي بأن تدفع وزارة الداخلية تعويضا قدره 100 ألف درهم لصالح الجمعية المغربية وهو القرار الذي يعتبر سابقة في تاريخ المغرب، ومما زاد من أهمية هذا القرار هو تزامنه مع انعقاد المنتدى العالمي لحقوق الإنسان الذي قاطعته الجمعية المغربية لحقوق الإنسان.

أميناتو حيدر

لطالما ادعت أمينة حيدر رئيسة ما يعرف بتجمع الصحراويين المدافعين عن حقوق الإنسان "كوديسا" على أنها تعاني من التضييق في المغرب، غير أن من يتابع تحركات حيدر على مدار السنة يعرف أنها تنتقل من عاصمة أوروبية إلى أخرى من أجل التحريض على المغرب وتعود إلى مدينة العيون دون أن تتعرض لأي تضييق من طرف السلطات المغربية.

<http://www.hespress.com/societe/250351.html>



وأصبح بيت أميناتو حيدر في العيون بمثابة مقر لاستقبال جميع الوفود الحقوقية التي تزور المناطق الجنوبية ذلك أن زعيمة الكوديسا نجحت في أن تفرض على جميع الهيئات الحقوقية التي تزور المنطقة أن تستمع لوجهة نظر التنظيم الذي تمثله بل إن المبعوث الأممي للصحراء كريستوفر روس يحرص أن يلتقيها في كل زيارة له للمناطق الجنوبية المغربية، وبذلك سجلت حيدر اسمها في لائحة الشخصيات الناشطة في مجال حقوق الإنسان والتي تؤثر في المشهد الحقوقي المغربي سواء في الداخل أو الخارج.

سيون أسيدون

عرفت السنة الحالية واحدا من أشنع الاعتداءات الإسرائيلية على قطاع غزة، وهو الاعتداء الذي خلق موجة من الغضب في صفوف المغاربة ضد الدولة العبرية وجرائم جيشها، وفي غمرة هذا العدوان كان سيون أسيدون اليهودي المغربي من أول المحتجين على الحرب على غزة حيث لم يفوت أي مظاهرة أو مسيرة لمنصرة لقطاع غزة إلا وكان من في صفوفها الأولى على الرغم من أن الرجل قد تقدم به السن.

اسم سيون أسيدون كان حاضرا أيضا خلال الجدل الذي أثير حول قانون تجريم التطبيع مع إسرائيل، حيث كان من أشد المدافعين عن ضرورة منع التطبيع مع إسرائيل، بل وكان وراء الكشف عن العديد من الحقائق حول الشركات المغربية التي تطبع مع إسرائيل، وقدم العديد من المعلومات عن الوفود الإسرائيلية التي زارت المغرب تحت غطاء فني أو ثقافي، ولم تمنعه أصوله اليهودية من أن يكون من أشد المعارضين لدولة إسرائيل.

عبد العزيز النويضي

اسم آخر سجل موقفا شجاعا، وهو الناشط الحقوقي عبد العزيز النويضي الذي رفض أن يتسلم وسام شرفيا فرنسيا يسيل له لعاب الكثيرين، وذلك بسبب الموقف الفرنسي من العدوان على قطاع غزة حيث اعتبرت فرنسا أن لإسرائيل الحق في أن تدافع عن شعبها، وهو الأمر الذي لم يستسغه النويضي الذي طالما ناضل من أجل حرية الشعب الفلسطيني.

النويضي اعتبر أنه من العار أن يقبل وسام جوقة الشرف الفرنسي "رافاييل طراب"، في ظل المساندة القوية التي عبرت عنها فرنسا لإسرائيل خلال حربها على غزة، معتبرا أن قبوله هذا الوسام يعتبر تناقضا صارخا مع ما يؤمن به من أفكار ومبادئ ويخالف مرجعيته الحقوقية التي ظل وفيها لها لسنوات طوال.

شكيب الخياري

ظل نقاش زراعة الكيف في المغرب إلى وقت قريب من الطابوهات التي تتجنب الأحزاب والجمعيات الحديث عنها، إلى أن ظهر نموذج مشروع قانون لتقنين زراعة واستغلال الكيف الطبي والصناعي الذي صاغه شكيب الخياري عضو الائتلاف المغربي من أجل الاستعمال الطبي والصناعي للكيف، وقدمه للأحزاب التي قابلته بفتور في البداية.

غير أن شكيب الخياري نجح خلال هذه السنة أن يخرج نقاش تقنين الكيف من الظل ويجعل منه نقاشا عموميا، بل إنه نجح في إيصاله إلى البرلمان، من خلال الندوة الدولية التي نظمتها حزب الأصالة والمعاصرة حول تقنين زراعة الكيف، قبل أن تقبل أحزاب أخرى على هذا المشروع وتقوم بالتنسيق مع شكيب الخياري من أجل المضي في إيجاد أفضل السبل لتقنين زراعة الكيف.

أمينة بوعياش

بعد أن كانت واحدة من الذين صاغوا دستور 2011، حيث كانت من أشد المدافعين على ضرورة تأكيد الدستور الجديد على احترام حقوق الإنسان والاعتراف بسمو المواثيق الدولية، نجحت أمينة بوعياش في أن تظفر بمنصب كاتبة عامة للفيدرالية الدولية لرابطات حقوق الإنسان وهي الرابطة التي تضم هيئات حقوقية تنتمي لأكثر من 122 دولة في العالم، لتكون بوعياش أول امرأة عربية وإفريقية تصل إلى هذا المنصب الحقوقية الرفيع.

ونظرا لكون بوعياش كانت أوائل المدافعات عن حقوق المرأة وتحقيق المساواة بين المرأة والرجل، فقد حصلت على الاعتراف والتقدير من فرنسا التي وشحتها بوسام جوقة الشرف الوطني برتبة فارس، و"ذلك لأن بوعياش من أكبر المدافعات عن حقوق المرأة في المغرب" حسب تعبير السفير الفرنسي في المغرب.



محمد الزهاري

بعد أن أطلق وزير الداخلية محمد حصاد قبلة من العيار الثقيل في البرلمان عندما اتهم جمعيات حقوقية بتلقي تمويل من الخارج، كان محمد الزهاري رئيس العصبة المغربية لحقوق الإنسان من أشد المنتقدين لمحمد حصاد والمدافعين عن الجمعيات الحقوقية وهو ما دفع الزهاري إلى التصريح بأن "هذا الشخص (وزير الداخلية) الذي يعطي الدروس في الوطنية تقول له إن هذا ليس زمانه بل ينتمي لعهد ما قبل البصري".

مواقف الزهاري المنتقدة لوضعية حقوق الإنسان في المغرب جرت عليه الكثير من المتاعب، كان آخرها عندما تم اعتقال ابنه وهو يهيم بالدخول إلى مقهى في مدينة تمارة واتهامه بجائزة المخدرات، وهو الأمر الذي اعتبره الزهاري انتقاما منه ومن مواقفه خصوصا وأنه كان يحضر نفسه للسفر إلى مدينة مراكش للاحتجاج ضد المنتدى العالمي لحقوق الإنسان.

هشام بركة

مع تزايد أعداد المهاجرين الأفارقة الذين وصلوا إلى المغرب، ظهر العديد من الحقوقيين الذين يحاولون قدر المستطاع مساعدة المهاجرين الأفارقة الحاملين بالفردوس الأوروبي، ومن بين هؤلاء الحقوقيين هناك هشام بركة رئيس جمعية "بني يزناسن للثقافة والتنمية والتضامن" إحدى الجمعيات المشغولة على ملف الهجرة، والذي مازال يناضل من أجل تمتيع أبناء المهاجرين بمحتمهم في التمدرس.

وعلى مدار السنة الماضية ظل هشام بركة يجارب على جبهتين، الأولى هي محاولة إقناع الدولة بضرورة إدماج أبناء المهاجرين في المدارس حتى وإن كان أبائهم لا يتوفرون على بطائق الإقامة، والثانية هي تحفيز المهاجرين على تسجيل أبنائهم في المدارس وذلك نظرا لكون أغلبهم يرفضون تسجيل أبنائهم في المدرسة لأنهم يعتبرون المغرب بلد عبور، ومع ذلك فما زال هذا الحقوقي مصرا على يرى أبناء المهاجرين وهو يشاركون قاعات الدرس مع أبناء المغاربة.

فوزية العسولي

المساواة في الإرث، هذا المطلب الذي دائما ما يشكل موضوع جدال قوي بين التيار الإسلامي والحقوقي في المغرب، لدرجة أن البعض ممن طالبوا بالمساواة في الإرث طالتمهم فتاوى تكفيرية من بعض المتطرفين، غير أن هذه الفتاوى لم تمنع فوزية العسولي رئيسة فيدرالية الرابطة الديمقراطية لحقوق المرأة من أن تؤكد في العديد من المناسبات على أنها من أشد المدافعين عن المساواة بين المرأة والرجل في الإرث.

العسولي التي لم تنجح فتاوى تكفيرها في أن تثنيها عن موقفها، نظمت على مدار السنة العديد من الوقفات والمسيرات المدافعة عن حقوق المرأة والمطالبة بمراجعة قانون الميراث على أساس الإنصاف وعدم التمييز بسبب الجنس تماشيا مع تطورات بنات الأسرة وخروج النساء للعمل انسجاما مع مقتضيات الدستور، ووضع حد للتمييز في الأجور، وتحقيق عدالة جنائية للنساء، وحذف تجريم الإجهاض الطبي، وهي المواضيع التي مازالت تزعج العديد من المنتمين للتيار المحافظ في المغرب.

محمد الحبيب حاجي

هذا المحامي الذي لفت الأنظار بطريقته الخاصة في الاحتجاج، حيث قرر أن يخوض مسيرة فردية من مدينة تطوان وصولا إلى باب سبتة من أجل الاحتجاج على ما أسماه "الأحكام القضائية المعيبة" في حق بعض المواطنين، وهي المسيرة التي استغرقت ثماني ساعات، حل فيها المحامي على صدره ثلاثة أحكام اعتبارها غير عادلة من بينها الحكم الصادر في حق قاضي طنجة محمد نجيب أسعدون.

وقام المحامي الذي يعتبر أيضا رئيس الجمعية المغربية لحقوق الإنسان بقراءة رسالة معبرة جاء فيها "زيدا من الشجاعة يا فرسان العدالة، قضاة، شرطة، عدول، مفوضون قضائيون، أطباء خبراء، لا تكلموا ولا تملوا، فالأبطال تصنعهم الظروف الصعبة، وتفتخر بهم أوطانهم عاجلا أو آجلا".

محمد الصائم

عاشت أرامل المغاربة الذين كانوا مقيمين في هولندا حالة من الخوف والترقب على امتداد هذه السنة، بعد أن أقدمت هولندا على الإلغاء الأحادي الجانب لاتفاقية الضمان الاجتماعي، وهو القرار الذي أدى إلى مواجهة قوية بين المغرب وهولندا لعب فيها محمد صيام مدير مؤسسة هولندا لمساعدة العائدين دورا محوريا للدفاع عن أرامل المغاربة ومساعدتهم ماديا.

وكان الصائم وراء تكليف المحامية روي فان زاودفاين برفع دعوة قضائية ضد الحكومة الهولندية احتجاجا على قرار تخفيض تعويضات الأطفال وتعويضات الأرامل واليتامى القاطنين بالمغرب بنسبة 40 في المائة.

إذاعة فرنسية تنضم لصحافة الرصيف وتستضيف زكرياء المومني

تصر وسائل الإعلام الفرنسية على تقديم زكرياء المومني كضحية تعذيب، كل مرة برواية جديدة، على أمل أن تجد روايته صدق لدى الرأي العام الفرنسي، لكن هذه المناير تؤكد كل مرة أنها في خدمة أجندة هدفها الأساسي ضرب سمعة المغرب، من خلال استغلال بعض البيادق لتمرير رسائلها المسمومة.

هل يحتاج فعلا زكرياء المومني، أن تمنحه إذاعة فرانس أنتر ميكروفونها، كي يعيد خرافاته وأكاذيبه على مستمعي هذه القناة الإذاعية؟ ولماذا تمنح هذه القناة الإذاعية ومنابر أخرى، كل هذا الحيز لهذا التافه الجبان، الذي ظل يتوسل بالمغرب عن لقب يتيم، ثم عندما استبد به الجشع تحول إلى عضو اليد التي امتدت له بالإحسان؟

ألم يتحدث زكرياء المومني بما فيه الكفاية عن حكاياته التي لا تنتهي ضد المسؤولين المغاربة، وعندما يأس من النيل منهم، استعمل البلطجية والمهمجية لمواجهة حججهم المقنعة بالعنف، مثلما فعل مع إدريس اليزمي، **رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان** بفرنسا قبل أيام.

هذه أسئلة تعرف وسائل الإعلام الفرنسية إجابتها، وهي تعرف أكثر من غيرها أن المومني مجرد مرتزق يخدم أجندة أسياده، لذلك فهي لا تتوانى عن استغلاله وفق ما يخدم أجندتها وتستدعيه للحديث عبر أثيرها كلما دعت الحاجة لذلك ورنّت هواتف التعليمات بالهجوم على المغرب.

قد يقضي زكرياء المومني كل حياته ينيح ككلب مسعور، دون أن يغير من حقيقة أنه محتال سعى يوما ما إلى الاغتناء غير المشروع، وعندما فشل تحول إلى معارض سياسي يفتري على المغرب ويلفق للمسؤولين المغاربة تهم التعذيب والاتهامات الباطلة.

كما أن وسائل الإعلام الفرنسية ستحرق ما تبقى لها من مصداقية في مطاردة تصريحات شخص فارغ فقد بوصلته، وباع نفسه لخصوم بلاده من أجل التشويش لا غير، ولأن وسائل الإعلام الفرنسية وقناة فرانس أنتير التي انحطت في هذه اللعبة البئيسة، لا تدرك أن ذكاء المشاهد والمستمع قادر على التمييز بين الحقيقة والكذب، فإنها ستدفع ولا شك ثمن هذا الأسلوب المشين في التعاطي مع المغرب.

2015 حقوقيا: بين الأمل والإحباط

في أجنحة المغرب الحقوقية لسنة 2015 نصوص قانونية للمصادقة وآليات للإحداث ومحطات للتقييم . . . خارطة طريق حددتها الرسالة الملكية الموجهة للمنتدى العالمي الثاني لحقوق الإنسان الذي انعقد بمراكش.

2015 سنة حقوق الإنسان بامتياز . سنة مفصلية لرسم صورة هذه الحقوق بالمغرب وفرصة لتدارك مواعيده مع التاريخ أحلفها وهو يضع تشريعات أو يسن سياسات أو يقوم بممارسات تجاه مواطنيه الذاتيين أو المعنويين. فهل ستكون الحكومة وأغلبيتها في الموعد لتحقيق أمل مغرب حقوق الإنسان أم أنها ستخلف هذا الموعد وتزرع حقولا جديدة من الإحباط؟؟

في الأجنحة هناك:

- مشروع المسطرة الجنائية التي تتضمن تعديلات على مواد ذات العلاقة الوطيدة بحقوق وحرريات الأشخاص وبالحكمة العادلة والوقاية من التعذيب وضمن حقوق الضحايا والمتهمين وسلامة المساطر . . . وإذا كان النقاش بين مختلف مكونات مهن العدالة والمجتمع المدني قد وضع أصابعه على ثغرات وعيوب هذا المشروع وأبرز تراجماته عن نقط مضيئة توجد في المسطرة الحالية وزجه بمقتضيات من شأنها أن تمس ببعض الحقوق والحرريات ، فإن على وزارة العدل والحرريات أولا والمشروع ثانيا أن ينتصروا إلى تقوية الضمانات وتعزيز حقوق الإنسان وإحقاق العدالة التي تعد مطلب كل مجتمع.
- إحداث الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب التي أقرها البروتوكول الإختياري لاتفاقية مناهضة التعذيب . ومعلوم أن المغرب صادق على هذا البروتوكول ووضع وثائق التصديق لدى الأمين العام للأمم المتحدة في 24 نونبر الماضي وبالتالي فهو مطالب بإحداث هذه الآلية في ظرف سنة على الأكثر. وحسب هذا البروتوكول (المادة 18) :
- 1 – تتكفل الدول الأطراف بضمان الاستقلال الوظيفي للآليات الوقائية الوطنية التابعة لها فضلا عن استقلال العاملين فيها.
- 2 – تتخذ الدول الأطراف التدابير الضرورية لكي تتوفر لخبراء الآلية الوقائية الوطنية القدرات اللازمة والدراية المهنية. وتسعى هذه الدول لإيجاد توازن بين الجنسين وتمثيل ملائم للمجموعات العرقية ومجموعات الأقليات في البلد.
- 3 – تتعهد الدول الأطراف بتوفير الموارد اللازمة لأداء الآليات الوقائية الوطنية مهامها.
- 4 – تولي الدول الأطراف، عند إنشاء الآليات الوقائية الوطنية، الاعتبار الواجب للمبادئ المتصلة بمركز المؤسسات الوطنية لتعزيز وحماية حقوق الإنسان. ومن سلطات هذه الآليات (المادة 19):

(أ) القيام، على نحو منتظم، بدراسة معاملة الأشخاص المحرومين من حريتهم في أماكن الاحتجاز . . . و تعزيز حمايتهم من التعذيب ومن ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة؛

(ب) تقديم توصيات إلى السلطات المعنية بغرض تحسين معاملة وأوضاع الأشخاص المحرومين من حريتهم ومنع التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة، مع مراعاة المعايير ذات الصلة التي وضعتها الأمم المتحدة؛

(ج) تقديم اقتراحات وملاحظات تتعلق بالتشريعات القائمة أو بمشاريع القوانين.

في العالم اليوم 76 دولة طرف في هذا البروتوكول. و 60 دولة شكلت آليتها الوطنية . وجل هذه الآليات إن لم نقل جميعها تم إحداثها واحتضانها من طرف مؤسسات دستورية كالمجالس الوطنية لحقوق الإنسان أو مؤسسات الوسيط لأنها مؤسسات تشتغل طبقا لمبادئ باريس . . . أي التقيد بهذه المبادئ والإستقلال المؤسساتي واستقلالية الأعضاء والإستقلال المالي .

ودون شك فإن إحداث هذه الآلية الوطنية سيساهم في وضع حد لآفة التعذيب والمعاملة المهينة التي تعرفها المخافر والأقبية والسجون . . . ويمارسها بعض عناصر السلطات العمومية.

– آلية أخرى تترقبها سنة 2015 وتعلق الأمر بـ «هيئة المناصفة ومكافحة كل اشكال التمييز». ومعلوم أن دستور 2011 نص في فصله 19 على:

«يتمتع الرجل والمرأة، على قدم المساواة، بالحقوق والحرريات المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية، الواردة في هذا الباب من الدستور، وفي مقتضياته الأخرى، وكذا في الاتفاقيات والمواثيق الدولية، كما صادق عليها المغرب، وكل ذلك في نطاق أحكام الدستور وثوابت المملكة وقوانينها.

تسعى الدولة إلى تحقيق مبدأ المناصفة بين الرجال والنساء.

وتُحدث لهذه الغاية، هيئة للمناصفة ومكافحة كل أشكال التمييز».

السنوات الثلاث الماضية عرفت مذكرات ومرافعات وتصورات بشأن هذه الآلية أبرزها **مأنتجه المجلس الوطني لحقوق الإنسان** بل باكورة مذكراته والتي تمثل مضمونها وإسناداتها الصيغة التي أخذت بعين الاعتبار العمق الحقوقي لهذه الآلية.



– في الأجنحة هناك مشروع قانون « محاربة العنف ضد النساء » الذي عرفت نسخته الأولى التي وضعتها الوزارة المعنية انتقادا واسعا ليس فقط من طرف المجتمع المدني بل من داخل الحكومة التي أجلت المصادقة عليه وشكلت لجنة لإعادة النظر فيه . ويبدو أن صيغته المحيطة لم ترق إلى نص يشكل قاعدة صلبة لمحاربة العنف ضد نصف المجتمع . إذ يعتري مفاصله وهن تشريعي وكساح مرجعي وفقر فظيع في ملاءمته مع المعايير الدولية . – أجنحة 2015 الحقوقية تشمل كذلك مشروع قانون (إطار) حول الأشخاص في وضعية إعاقة والذي جاءت به الحكومة قبل أشهر وافرز النقاش بشأنه إجماعا برفضه من طرف كل مكونات الجسم الحقوقي وبخاصة الجمعيات العاملة في حقل الأشخاص في وضعية إعاقة . وبرز ما يستند عليه إجماع الرفض :

أن المشروع لم يعتمد المقاربة التشاركية في إعدادده ولا يحقق انتظارات المعنيين به ، ولا يمنح حقوقا ملموسة . لا يحدد كيفية تفعيل حقوق هذه الفئة خاصة على المستوى الاجتماعي ، لا يتناسب مع متطلباتهم ولا يتوفر على صفة الإلزامية وغير مطابق للاتفاقيات الدولية ومع الدستور المغربي خاصة المادة 34 منه الذي ينص على أن تقوم السلطات العمومية بوضع وتفعيل سياسات موجهة إلى الأشخاص والفئات من ذوي الاحتياجات الخاصة . لا يحترم المقتضيات الدستورية التي تنص على المساواة وتكافؤ الفرص وتعزيز مفهوم المواطنة الكاملة ، مقتضياته تستند إلى المقاربة الطبية والمنظور الفردي للإعاقة ، ويكرس المقاربة الاحسانية؟ في تعاطيه مع الأشخاص في وضعية إعاقة باعتبارهم مجرد مستفيدين من الخدمات وليس كأصحاب حقوق .

– الحق في الحصول على المعلومة « مشروع للمصادقة في أجنحة 2015 . لقد جاءت الحكومة بصيغة أولى وثانية وثالثة ورابعة منذ 2012 . وأدخلت هذه الصيغة إلى مصحات للمعالجة وعيادات للتجميل وتمخضت لجان انشائها لمدة سنتين فولدت أردأ صيغة على الصعيد العالمي هي التي صادق عليها المجلس الحكومي في يوليوز الماضي ومن المنتظر ان يتداول فيها البرلمان السنة المقبلة .

– من محطات 2015 المؤتمر التاسع للمنظمة المغربية لحقوق الانسان الذي حدد مواعده في الاسبوع الاول من ابريل المقبل . ويبدو أن الموعد سيكون مناسبة لإعطاء نفس جديد لهذه المنظمة التي تأسست في دجنبر 1988 وأنتجت عنصرا بشريا حقوقيا شكل الأعمدة الرئيسية في العديد من المؤسسات وأنجزت أدبيات تعد مرجعا أساسيا وعبرت خلال الربع قرن من تأسيسها عن مواقف انتصرت لحقوق الانسان .

هذه أبرز التضاريس الحقوقية لسنة 2015 . ودون شك فإن أحد مراجعها الرئيسية ستكون الرسالة الملكية التي وجهها جلالة الملك للمنتدى العالمي الثاني لحقوق الانسان الذي احتضنته مراكش في نونبر الماضي والتي كانت بمثابة خارطة طريق على الحكومة إنجازها بما يتلاءم والبعد الكوني لحقوق الانسان .
مصطفى العراقي

جدال مغربي في مشروع قانون لتعديل متعلقات بمكافحة الإرهاب

قدم المجلس الوطني لحقوق الإنسان، رأيا بخصوص مشروع القانون رقم 86.14 بتغيير وتميم أحكام مجموعة القانون الجنائي وقانون المسطرة الجنائية المتعلقة بمكافحة الإرهاب وذلك بناء على طلب إبداء الرأي الذي توصل به من طرف رئيس مجلس النواب بتاريخ 16 كانون الأول (ديسمبر) 2014. وقد هم رأي المجلس، الذي استند فيه على النصوص المرجعية الوطنية والدولية في مجال حقوق الإنسان والاتفاقيات الدولية المتعلقة بمكافحة الإرهاب وعدد من التوصيات والملاحظات الموجهة للمغرب من طرف هيئات الأمم المتحدة أو في إطار الاستعراض الدوري الشامل، جملة من الجوانب تشمل على الخصوص تعريف هدف التنظيمات الإرهابية والجرائم الإرهابية والتدريب من أجل الإرهاب، نطاق تطبيق الإطار القانوني المتعلق بمكافحة الإرهاب، تجنيد واستخدام الأطفال من طرف المجموعات الإرهابية، التحريض على الإرهاب.

كما اقترح المجلس الوطني لحقوق الإنسان في هذا الرأي أن يضم مشروع القانون مقتضى يعرف بشكل واضح هدف الكيانات أو التنظيمات أو العصابات أو الجماعات الإرهابية في حدود النقطة الثانية من معايير استعمال عبارة "الجرائم الإرهابية" التي حددها المقرر الأممي الخاص السابق المعني بحماية وتعزيز حقوق الإنسان والحريات الأساسية في سياق مكافحة الإرهاب، التي تبرز أن الجرائم الإرهابية تستهدف "إشاعة حالة من الرعب، وتخويف السكان أو إرغام حكومة أو منظمة دولية على القيام بعمل ما أو عدم القيام به".

وبهدف تفادي كل تقييد غير ضروري لحرية التنقل المضمونة بموجب الدستور والعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، فإن المجلس يقترح أن يُدرج في مشروع القانون مقتضى يعرف التدريب من أجل الإرهاب بوصفه "إعطاء تدريبات لصنع أو استعمال المتفجرات، أو الأسلحة النارية أو أسلحة أخرى أو مواد سامة وخطيرة، أو تقنيات خاصة بهدف ارتكاب جريمة إرهابية أو المساهمة في ارتكابها، مع العلم أن التكوين أو التدريب المقدم يتوخى استعماله في تحقيق هذا الهدف". ومن أجل جعل نطاق الإطار القانوني المتعلق بمكافحة الإرهاب قابلا للتطبيق على هذا المجال حصرا، فقد دعا المجلس إلى تعديل الفقرة الأولى من الفصل 218-1 من القانون الجنائي، من أجل جعل صيغته مطابقة لموضوع الجرائم الإرهابية كما حددته الخصائص المقدمة من طرف المقرر الأممي الخاص السابق.

من جهة أخرى، اقترح المجلس أن يتضمن مشروع القانون مقتضى يكرس اعتبار تجنيد واستخدام الأطفال من طرف المجموعات الإرهابية بمثابة ظرف تشديد. كما دعا إلى عدم توسيع مدى جريمة الإشادة بالإرهاب عبر إضافة مرادفات جديدة من قبيل "الدعاية" و"الترويج" مقترحا في هذا الإطار استبدال عبارة "الإشادة" بعبارة أكثر دقة تمثل في التحريض العمومي لارتكاب جريمة إرهابية. وفي هذا الصدد يرى المجلس أن من المستحسن استلهم مقتضيات المادة 5 من اتفاقية مجلس أوروبا للوقاية من الإرهاب والتي تعرف "التحريض العمومي للقيام بجريمة إرهابية" بوصفه "نشر رسالة أو وضعها رهن إشارة العموم بأي شكل آخر، بنية الحث على القيام بجريمة إرهابية، عندما يكون هذه السلوك، الذي ينادي بشكل مباشر أو غير مباشر للقيام بجرائم إرهابية، يخلق خطر إمكانية ارتكاب جريمة أو عدة جرائم إرهابية". وفي نفس الإطار، يقترح المجلس الوطني لحقوق الإنسان، استبدال عبارات "الدعاية"، "الإشادة" و"الترويج" المنصوص عليها في الفقرة الثانية من الفصل 218-2 بمقتضى يجرم استعمال الوسائل المنصوص عليها في هذه الفقرة من أجل التحريض العمومي على الانتحار بالمجموعات الإرهابية.

كما يقترح المجلس الوطني استبدال عبارة "إقناع الغير" والإبقاء على العبارتين الأكثر وضوحا من الناحية المعيارية وهما الدفع والتحريض بالإضافة إلى التفرير إذا كان الأمر يتعلق بالناصرين.

وفيما يتعلق بالإطار القانوني الوطني لمكافحة الإرهاب، يذكر المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالنقطة السادسة من قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة رقم 68-178 المعتمد في 18 ديسمبر 2013 التي تنص على ضمان أن تكون صياغة القوانين المتعلقة بمكافحة الإرهاب "دقيقة وغير تمييزية وغير رجعية الأثر ومتوافقة مع القانون الدولي، بما في ذلك القانون الدولي لحقوق الإنسان".

<http://www.qoraish.com/qoraish/2014/12/%D8%AC%D8%AF%D8%A7%D9%84-%D9%85%D8%BA%D8%B1%D8%A8%D9%8A-%D9%81%D9%8A-%D9%85%D8%B4%D8%B1%D9%88%D8%B9-%D9%82%D8%A7%D9%86%D9%88%D9%86-%D9%84%D8%AA%D8%B9%D8%AF%D9%8A%D9%84-%D9%85%D8%AA%D8%B9%D9%84%D9%82/>



العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان تدعو الدولة المغربية إلى إقرار فاتح السنة الأمازيغية عطلة رسمية مؤدى عنها

دعت العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان الدولة المغربية، خلال اجتماع المكتب التنفيذي للعصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان في اجتماعه العادي يوم الأحد 28 دجنبر 2014 إلى إقرار فاتح السنة الأمازيغية عطلة رسمية مؤدى عنها ترسيخا للاعتراف الدستوري باللغة الأمازيغية لغة رسمية وتعبيرا عن ارادة حقيقية لمصالحة المغاربة مع تاريخهم.

وجدت العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان مطالبها باطلاق سراح جميع المعتقلين السياسيين للقضية الأمازيغية وباقي معتقلي الرأي والتعبير بالمغرب. وتعتبر العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان عن تأييدها للمطالب التاريخية المشروعة لحركة تاوادا وتدعو الدولة المغربية للاستجابة لها وتناشد جميع المنظمات الأمازيغية والتنظيمات الديمقراطية دعم نضال الحركة الأمازيغية والحفاظ على وحدتها واستقلاليتها. وتعلن العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان ادانتها للعنف داخل الجامعة وتدعو إلى حوار وطني حول الجامعة المغربية يشمل جميع الاطراف وجميع الفصائل الطلابية بهدف صياغة ميثاق وطني لنبذ العنف داخل الجامعة وخارجها.

وتجدد العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان مطالبتها البرلمان المغربي الاسراع بتشكيل لجنة لتقصي الحقائق حول فيضانات الجنوب واقرار المسؤوليات واعلام الرأي العام الوطني بها وربط المسؤولية بالمحاسبة .

وطالبت العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان من الحكومة المغربية ومن المجلس الوطني لحقوق الإنسان الاسراع باحداث الية وطنية لمناهضة التعذيب وملانمة التشريعات المغربية مع الاتفاقيات الدولية لحقوق الإنسان استجابة للالتزامات المغرب بعد انضمامه لاتفاقيات مناهضة التعذيب وباقي الاتفاقيات الاخرى.

ودعت العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان الدولة المغربية إلى تغيير القوانين المتعلقة بالغابات وبشجر الاركان خصوصا واحداث مدونة غابوية عادلة ومنصفة، تكون حماية لاملاك وثروات السكان الاصليين ولادماج الفلاح المغربي والمرأة القروية في التنمية المندمجة الحقيقية. كما تدعو العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان الحكومة المغربية إلى الانخراط الجدي والفعال في الجهود الدولية الرامية إلى اعتماد اتفاقية دولية للمناخ وللانحباس الحراري للحد من الأثار السلبية المهددة للكرة الارضية في العقود المقبلة.

وتطالب العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان من الحكومة المغربية اشراك المجتمع المدني الأمازيغي في جميع الاوراش الاصلاحية التي تعتمزم الحكومة المغربية مياشرتها. كما تدعو العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان إلى اشراكها في الدبلوماسية الموازية للدفاع عن المصالح العليا للمغرب ووحدته الترابية.

المغرب: سنة مرت محملة بالنجاحات والخسائر معا

مرت سنة 2014 على المغرب وهي محملة بالنجاحات والكوارث وفقدان شخصيات سياسية وفكرية وفنية، كان المغرب بأمس الحاجة لوجودها لما مثلته من نبل بالسياسة في زمن الحذر به العمل السياسي، وما مثلته من عطاء فكري وأكاديمي وفني.

ويتوجه صناع القرار السياسي المغربي، إلى جعل المغرب حاضرا للمؤتمرات الدولية ووجهة للفاعلين في مختلف الميادين، وشكلت المؤتمرات الدولية حدثا مغربيا، فخلال الشهر الماضي احتضن المغرب مؤتمر رجال الأعمال الأمريكي الأفريقي والدورة الثانية للمنتدى العالمي لحقوق الإنسان واجتماعات التحالف الدولي المناهض للإرهاب وأيضا مونديال الأندية.

واحتضان الاجتماعات والمؤتمرات والنشاطات الدولية، يرى فيه صانع القرار، مكاسب سياسية تحفظ للمغرب مكانته السياسية وتسهل له استعادة دور إقليمي ودولي كان يلعبه خلال العقود الماضية، وتجعل من المغرب وجهة سياحية وقبلة للإستثمارات، وتساهم في كسب مؤيدين لمقارنته للنزاع الصحراوي المؤرق والذي يكبح تنميته لما يحمله لخزينة الدولة من أعباء مالية ثقيلة. لضمان كل ذلك يحتاج المغرب لترسيخ أمنه واستقراره، فبعد أن تجاوز إنعكاسات رياح الربيع العربي 2011، وأمن إصلاحات متوافقا عليها، نشطت الأجهزة الأمنية في تفكيك خلايا جماعات متشددة، كانت تجند شبانا مغاربة للقتال في صفوف تنظيم الدولة الإسلامية في العراق والشام «داعش» وتعد لهجمات انتحارية في عدد من المدن المغربية.

ولقيت نجاحات الأجهزة الأمنية المغربية ترحيبا من دول تعتبر ظاهرة الإرهاب، آفة يجب استئصالها، خاصة وان هذه الحملة، إضافة لآخري، ابقت أعداد المغاربة الملتحقين بصفوف «داعش» والتنظيمات المتشددة الأخرى محصورة في 1200، حسب التصريحات الرسمية المغربية. وإذا كان النجاح لم يحالف المغرب بربط جبهة البوليساريو، التي تسعى لفصل الصحراء الغربية عن المغرب، بالإرهاب خاصة في منطقة الساحل والصحراء، فانه نجح في إبعاد محاولة أمريكية لتقليص سيادته على هذه الصحراء، من خلال مشروع قدم مجلس الأمن الدولي بتوسيع صلاحيات بعثة الأمم المتحدة المنتشرة في الصحراء (المينورسيو) لتشمل مراقبة حقوق الإنسان والتقرير بها للمجلس.

وشكلت حقوق الإنسان والحريات، جبهة حقيقية في وجه السلطات المغربية، داخليا ودوليا، فرغم التقدم الذي حققه المغرب خلال العقد الماضي في هذا الميدان، وتوجهه خلال 2014 باعداد مشاريع قوانين يمنع تقديم مدنيين لمحاكم عسكرية وتوسيع صلاحيات وأنشطة المجلس الوطني لحقوق الإنسان، فان بعض الثغرات والممارسات الفردية، ما زالت أوراقا تشهرها جبهة البوليساريو وأنصارها من جهة والمنظمات الحقوقية المحلية والدولية، لتطعن في هذه الإصلاحات وهذا التقدم، خاصة بعد المواجهات بين وزارة الداخلية المغربية ومنظمات حقوق الإنسان المستقلة في المغرب ومنع السلطات لأنشطة هذه المنظمات، وإشارات صريحة من وزير العدل والحريات المغربي مصطفى الرميد بعدم قانونية هذا المنع.

وكانت 2014 سنة كوارث حقيقية أساءت للمغرب، فبعد الإختيارات التي سببتها الأمطار الغزيرة غير المتوقعة في جنوب البلاد وما خلفته من خسائر مادية وأكثر من 45 قتيلا بالإضافة لإختيار منازل في عدد من المدن الأخرى وما تخلفه من خسائر وقاتلي، أبت سنة 2014 إلا ان تودع المغرب بكارثة/ فضيحة، لعبت الطبيعة دورا في كشفها، حيث تحولت أرضية ملعب مولاي عبد الله في الرباط، أكبر المركبات الرياضية في المغرب، إلى بركة مياه أثناء مباريات بطولة العالم للأندية بكرة القدم والاضطرار إلى نقل المباراة النهائية التي توج فيها رويال مدريد إلى مراكش.

وأسفرت هذه الفضيحة عن لجنة تحقيق وتجميد أنشطة وزير الشباب والرياضة، لكنها ربطت مباشرة باعتذار المغرب عن احتضان مباريات كأس أفريقيا لكرة القدم التي كانت مقررة في كانون الثاني/ يناير المقبل، والتشكيك بمبرر الإعتذار / وباء إيبولا/ والإشارة إلى عدم جاهزية البنية التحتية الرياضية المغربية لاحتضان هذه المباريات وانتظار العقوبات من الاتحاد الأفريقي لكرة القدم.

رحلوا

في المكان نفسه وعلى بعد أقل من شهر فقد المغرب شخصيتين سياسيتين، يجمع عليهما نبل أخلاقيهما ونظافة ايديهما والسنتهما وحكمتهما، وهي سمات يتحدث المغاربة بألم عن كونها أصبحت عملة نادرة في النخبة السياسية المغربية.

إذ لقي أحمد الزاوي، القيادي في الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية المعارض، وزعيم تيار الانفتاح والديمقراطية في الحزب، حتفه غرقا صباح 9 تشرين الثاني/ نوفمبر 2014، في وادي الشراط التي يرأس بلديتها منذ 1992.



والزايدي أبرز الإذاعيين ومقدمي الأخبار في التلفزيون، بدأ مساره السياسي بخوض غمار الانتخابات الجماعية لسنة 1976 كأصغر مرشح باسم الحزب ونائبا برلمانيا 1993، وتولى رئاسة الفريق الاشتراكي في المجلس وقاد التيار المعارض داخل الحزب وانتقل إلى رحمة الله قبل ان يتبلور خيار هذا التيار. وبعد رحيل الزايدي بأقل من شهر وأثناء تفقده لمكان غرقه صدم قطار يوم 7 كانون الأول/ ديسمبر عبد الله باها (60 عاما) وزير الدولة ونائب الأمين العام لحزب العدالة والتنمية، عضو المكتب التنفيذي لحركة التوحيد والإصلاح الجناح الدعوي للحزب وتولى سابقا رئاسة تحرير صحيفتي الحركة «الإصلاح» و«الراية».

وفقد المغرب يوم 13 حزيران/يونيو المفكر وعالم المستقبلات المهدي المنجرة، عن عمر يناهز 81 سنة، بعد معاناة طويلة مع المرض، وهو مثقف ومفكر وكاتب مغربي وعالم الدراسات المستقبلية، ويعتبر أحد أكبر المراجع العربية والدولية في القضايا السياسية والعلاقات الدولية والدراسات المستقبلية. حاز على أكثر من جائزة دولية ووطنية في أكثر من بلد.

كما فقد عن عمر يناهز 76 عاما، وبعد مسيرة طويلة من العطاء العلمي والمعرفي مزوجة بصراع طويل مع المرض، يوم 7 شباط/ فبراير، العالم السوسولوجي المغربي والقيادي في حزب الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية محمد حسوس وهو من أبرز المتخصصين والسباقين إلى علم السوسولوجيا، ولعب دورا متميزا في التأسيس لهذا العلم في الجامعات المغربية ولدى أجيال عديدة من السوسولوجيين المغاربة.

وتوفي يوم 18 اذار/مارس الإعلامي محمد المودن عن عمر 62 سنة، إثر نوبة قلبية ألمت به وهو في طريقه للدار البيضاء على متن سيارته وقد عمل سنوات طويلة كصحافي مقدم للأخبار في التلفزيون ومديرا للتحرير.

ويوم 27 تموز/ يوليو توفي بعد صراع طويل مع المرض، الكاتب المغربي وعضو اتحاد كتاب المغرب، عبد الرحيم المؤذن (66 عاما) الذي عرف عنه إبداعه وأبحاثه الرصينة والمجددة، وكتاباته القصصية والمسرحية المضيئة، وأبحاثه النقدية حول القصة والرواية والرحلة، وغيرها، فضلا عن عشقه الكبير للكتابة للأطفال والفتيان، والبحث في قضايا ثقافية وتاريخية وأدبية وبلوغرافية ومعجمية استثنائية.

وتوفي الفنان التشكيلي المغربي فريد بلكاهاية (80 عاما) يوم 26 ايلول/سبتمبر 2014، بعد معاناة طويلة مع مرض عضال، وهو من رواد الحداثة البصرية في المغرب، وجمع في تجربته بين التصوير الزيتي والنحت وأشغال الجلد والطرق على النحاس وأشتغل على المفهوم في أغلب أعماله.

وودع المغاربة يوم الاربعاء 17 كانون الاول/ديسمبر الفنان المغربي محمد بسطاوي، (60 عاما) الممثل المسرحي المتألق في عدد من الأعمال السينمائية المغربية والعالمية.

تارودانت نيوز
محمد معروف

Forum régional des oasis à Assa-Zag

Le Centre des jeunes sahraouis pour la créativité a organisé, en partenariat avec la province d'Assa, le **Conseil national des droits de l'Homme**, les conseils élus et l'Agence du Sud, la première édition du Forum régional des oasis. Le forum qui a eu pour thème «Les oasis en tant qu'exemple de développement au Maghreb saharien» était mis à profit par les organisateurs pour promouvoir les zones oasiennes du Sud marocain et faire découvrir les potentialités naturelles et touristiques dont regorge la région. C'était aussi l'occasion de mettre en valeur les nombreux produits du terroir. De leur côté, les agriculteurs et les professionnels de la province ont saisi l'opportunité de l'organisation dont l'un des objectifs est de garantir la pérennité de l'oasis en tant qu'héritage culturel et partie intégrante du patrimoine local, de mettre en valeur la diversité culturelle de l'oasis, et sensibiliser à l'importance de préserver l'environnement, de lutter contre la désertification et de promouvoir une culture de gestion et de rationalisation de l'exploitation des ressources hydriques dans la région, pour commercialiser les produits locaux et échanger les expertises dans le domaine agricole.

Cette première édition s'était caractérisée par une projection de films documentaires traitant des expériences internationales en matière d'agriculture familiale, des conférences et tables rondes, ainsi que des ateliers animés par des experts. Les responsables et spécialistes des questions oasiennes et de l'agriculture familiale ont animé des conférences au profit des agriculteurs et des professionnels de la province qui ont porté sur les moyens de valoriser les produits locaux. Plusieurs ouvrages thématiques y ont également été signés.

Les oasis qui comptent un important capital humain et culturel très riche et une diversité paysagère et archéologique spécifique, constituent des réserves écologiques et biologiques à renforcer à travers la consolidation des capacités des communes oasiennes, l'élaboration et la mise en œuvre des plans communaux de développement, le renforcement des structures locales et l'accompagnement des populations oasiennes, soulignent les participants dont l'un des principaux points débattus a porté sur la gestion rationnelle de l'eau, la réhabilitation et la valorisation du savoir-faire local et des produits du terroir grâce à un système de labellisation.

Le CNDH et la lutte contre le terrorisme

- * Définir l'objet des structures terroristes et l'entraînement pour le terrorisme
- * Eriger le recrutement des enfants en circonstance aggravante

4- 17 537

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) vient d'émettre son avis sur le projet de loi 86.14 modifiant et complétant les dispositions du code pénal et de la procédure pénale relatives à la lutte contre le terrorisme, suite à la demande d'avis formulée par le président de la Chambre des représentants.

L'avis du Conseil a été élaboré sur la base des textes de référence natio-

naux et internationaux en matière des droits de l'Homme, des conventions internationales relatives à la lutte contre le terrorisme, et des observations finales et les recommandations adressées au Maroc par les organes des traités, les titulaires de mandats au titre des procédures spéciales, ou dans le cadre de l'examen périodique universel. L'avis porte sur plusieurs aspects du projet de loi dont la défi-

inition des organisations terroristes, des crimes terroristes et de l'entraînement pour le terrorisme, le champ d'application du cadre juridique relatif à la lutte contre le terrorisme, le recrutement et l'utilisation des enfants par les structures terroristes et l'incitation au terrorisme.

Le CNDH invite le législateur à considérer dans toute démarche d'élaboration de la législation antiterroriste les

caractéristiques cumulatives définies par l'ancien Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, M. Martin Scheinin.

Ce dernier a précisé dans son rapport de 200529 les caractéristiques auxquelles doivent obéir toute stratégie de rédaction des dispositions pénales

» Page 4

Souverain en Turquie

Le CNDH et la lutte contre le terrorisme

* Définir l'objet des structures terroristes et l'entraînement pour le terrorisme

* Eriger le recrutement des enfants en circonstance aggravante

>> Suite

visant à criminaliser les actes terroristes. Selon lui, l'expression « infractions terroristes » ne devrait s'entendre que des actes répondant aux trois caractéristiques cumulatives suivantes : a) commis dans l'intention de causer la mort ou des blessures graves, ou la prise d'otages ; b) ayant pour objet de semer la terreur, d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire ; et c) constituant des infractions au regard et selon les définitions des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme. De même, en ce qui concerne les comportements constituant un appui à des infractions terroristes seuls devraient être incriminés ceux qui présentent toutes les caractéristiques susmentionnées. Il est important par ailleurs que les États veillent à ce que les dispositions législatives incriminant les actes terroristes soient accessibles, formulées avec précision, applicables uniquement à la lutte contre le terrorisme, non discriminatoires et non rétroactives.

De l'avis du CNDH, la prise en compte de ces caractéristiques, retenues par ailleurs par la résolution 1566 (2004) du Conseil de sécurité, permettra non seulement d'éviter d'étendre inutilement la portée du droit pénal mais contribuera également à la réduction des risques juridiques inhérents à la qualification large des infractions à caractère terroriste.

Les recommandations du CNDH

Le CNDH constate que la formulation de l'article 1er du projet de loi qui insère dans le Code pénal un nouvel article répond globalement aux critères d'une législation antiterroriste protectrice des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Le CNDH note également que la formulation des dispositions relatives à la tentative dans les trois premiers paragraphes de l'article 218-1 n'a pas dérogé aux dispositions générales régissant la tentative dans la législation pénale nationale (articles 114-117 du Code pénal).

Le Conseil note toutefois la formulation trop générale du terme « quel que soit son objectif ». Cette formulation risque de confondre aux niveaux des mobiles, des caractéristiques et des objectifs, les infractions à caractère terroriste avec les infractions commises par d'autres groupes criminels organisés.

A ce titre, le Conseil rappelle que l'annexe à la recommandation Rec (2001) du Comité des ministres aux États membres du Conseil de l'Europe définit le « groupe criminel organisé » comme étant « un groupe structuré de trois personnes ou plus existant depuis un certain temps et agissant de concert dans le but de commettre une ou plusieurs infractions graves, pour en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou matériel ». Cette définition présente une différence notable par rapport à l'objet des infractions à caractère terroriste. Le point (b) des caractéristiques données par l'ancien Rapporteur spécial M. Martin Scheinin précise que les infractions

terroristes ont pour objet de « semer la terreur, d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire ».

Partant de ces éléments, le CNDH propose d'introduire entre le premier et le deuxième paragraphe de l'article 218-1-1 une disposition qui définit clairement, aux fins de la législation antiterroriste, l'objet des structures terroristes dans les limites données au point (b) des caractéristiques précitées.

Dans le même sens, et afin d'éviter toute limitation non nécessaire au droit de circuler librement garanti par l'article 24 de la constitution et l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le CNDH propose d'introduire entre le deuxième et le troisième paragraphe de l'article 218-1-1 une disposition qui définit l'entraînement pour le terrorisme, comme étant le fait « de donner des instructions pour la fabrication ou l'utilisation d'explosifs, d'armes à feu ou d'autres armes ou substances nocives ou dangereuses, ou pour d'autres méthodes et techniques spécifiques en vue de commettre une infraction terroriste ou de contribuer à sa commission, sachant que la formation dispensée a pour but de servir à la réalisation d'un tel objectif ».

Au-delà du projet de loi objet de ce memorandum, et pour rendre la législation antiterroriste uniquement applicable à la lutte contre le terrorisme, le CNDH propose au législateur d'amender le premier paragraphe de l'article 218-1 du Code pénal³³ en vue de le rendre conforme à la définition de l'objet des infractions terroristes donnée par l'ancien Rapporteur spécial.

Le CNDH, tout en reconnaissant les risques de confusion sémantique entre les termes « groupes armés non étatiques » et « groupes terroristes » recommande au législateur de s'inspirer de la recommandation du Comité des droits de l'enfant qui concerne l'utilisation et le recrutement des enfants par les groupes armés non étatiques, pour insérer entre le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 218-1-1 du projet de loi, une disposition qui prévoit le recrutement et l'utilisation des enfants par les structures terroristes comme circonstance aggravante.

Concernant l'article 2 du projet de loi, le CNDH est préoccupé par le fait que la formulation du deuxième paragraphe de l'article 218-2 du projet de loi tend à élargir la portée du crime d'apologie du terrorisme, en y ajoutant d'autres synonymes (propagande, promotion) qui réduisent la clarté de la définition de cette infraction. Cette tendance qui s'inscrit dans la logique de définition large de l'apologie du terrorisme prévue au premier paragraphe de l'article 218-2, a été critiquée régulièrement par les organes des traités et les titulaires des mandats au titre des procédures spéciales. Le CNDH rappelle à cet égard une des observations finales adressées au Maroc par le Comité des droits de l'Homme dans le cadre de l'examen de son rapport périodique. Le Comité a recommandé au Maroc de modifier la législation antiterroriste en définissant clairement sa portée.

A cet effet, le CNDH recommande au législateur de résoudre le problème de formulation des infractions prévues à l'article 218-2 du Code pénal et ce en remplaçant

le terme « apologie » par le terme plus précis de « provocation publique » à commettre une infraction terroriste. Le Conseil propose au législateur de s'inspirer des dispositions de l'article 5 de la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme qui définit la « provocation publique » à commettre une infraction terroriste » comme étant : « la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition du public d'un message, avec l'intention d'inciter à la commission d'une infraction terroriste, lorsqu'un tel comportement, qu'il préconise directement ou non la commission d'infractions terroristes, crée un danger qu'une ou plusieurs de ces infractions puissent être commises ». Le même article recommande aux États membres du Conseil de l'Europe d'adopter les mesures qui s'avèrent nécessaires pour ériger en infraction pénale la provocation publique à commettre une infraction terroriste « lorsqu'elle est commise illégalement et intentionnellement ».

Dans le même cadre, le CNDH propose de remplacer les termes « apologie », « propagande » et « promotion » prévus au deuxième paragraphe de l'article 218-2 par une disposition qui criminalise l'utilisation des moyens prévus au premier paragraphe pour inciter publiquement à rejoindre les groupes terroristes.

Le même raisonnement s'applique aux dispositions de l'article 3 du projet de loi qui vise à modifier l'article 218-5 du Code pénal. Le CNDH propose de remplacer l'expression « persuader autrui » par deux expressions plus claires sur le plan normatif : l'incitation et la provocation ainsi que le détournement pour le cas des mineurs.

En attendant la refonte de la législation pénale matérielle et procédurale, le CNDH invite le législateur à :

- Évaluer la proportionnalité des peines prévues aux articles 1 (paragraphe 4 et 5) et 3 du projet de loi ;
- Étudier la possibilité de dédualiser la tentative de rejoindre des groupes terroristes, sachant que cette tentative est qualifiée comme crime dans le projet de loi ;
- Étudier la possibilité de prévoir des peines alternatives et des mesures de contrôle judiciaire (ex : bracelet électronique) pour sanctionner la tentative de rejoindre des groupes terroristes et/ou de suivre un entraînement pour le terrorisme ;
- Étudier la possibilité de réduire la fourchette des peines prévues aux articles 1 (paragraphe 4 et 5) et 3 du projet de loi afin de mieux cadrer le pouvoir discrétionnaire du juge pénal.

Le CNDH rappelle enfin que l'élaboration d'une législation antiterroriste protectrice des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, nécessite, au-delà de projet de loi objet de ce memorandum, la révision de plusieurs dispositions du Code pénal et du Code de procédure pénale. A ce titre, le CNDH a l'honneur de mettre à la disposition de la Chambre des représentants ses mémorandums sur l'avant-projet de Code de procédure pénale et sur les peines alternatives. Il attire également l'attention, dans le contexte de lutte contre le terrorisme, sur la nécessité du renforcement de la protection juridique des personnes placées en garde à vue, sur la question de révision du régime d'établissement des preuves et la procédure d'extradition.

Chronologie des principaux événements de l'année 2014/10

8 mai 2014.

- Le Conseil des droits de l'Homme (CDH) approuve, lors d'une réunion à Genève, la nomination de l'experte et militante marocaine des droits de l'Homme, Houria Esslami, en tant que membre du Groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées ou involontaires (GTDFI). 12 mai 2014. - Le ministère de la Santé lance à Rabat, la stratégie nationale sur les droits humains et le VIH/Sida, en partenariat avec le **Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)**, dans le but de promouvoir les droits liés à cette maladie et en droite ligne avec la vision "Zéro nouvelles infections, Zéro décès et discrimination liés au sida".
- Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon annonce, à New York, la nomination de Kim Bolduc du Canada, comme son Représentant spécial et Chef de la MINURSO

13 mars 2014.

- Le Conseil de gouvernement, réuni sous la présidence du Chef de gouvernement, M.Abdelilah Benkirane, décide d'"interagir rapidement" et de "répondre efficacement" aux plaintes et propositions émanant du **Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)** et de ses délégations régionales au niveau national, particulièrement celles des provinces du sud du Royaume, à Laayoune, Dakhla et Tan-Tan.

18 juin 2014.

- Signature, à Rabat, d'un accord-cadre de collaboration et d'échange dans les domaines de la protection et de la promotion des droits de l'Homme, entre le **Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)** et l'ambassade de France à Rabat.

26 juin 2014.

- Installation, à Rabat, de la Commission nationale de recours pour la régularisation des migrants en situation administrative irrégulière, présidée par le **Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)**.

<http://www.menara.ma/fr/2014/12/29/1524288-chronologie-des-principaux-%C3%A9v%C3%A9nements-de-lann%C3%A9e-201410.html>

<http://www.menara.ma/fr/2014/12/29/1524274-chronologie-des-principaux-%C3%A9v%C3%A9nements-de-lann%C3%A9e-20146.html>

<http://www.menara.ma/fr/2014/12/29/1524284-chronologie-des-principaux-%C3%A9v%C3%A9nements-de-lann%C3%A9e-201412.html>

<http://www.menara.ma/fr/2014/12/29/1524283-chronologie-des-principaux-%C3%A9v%C3%A9nements-de-lann%C3%A9e-201413.html>

Social : Le travail des mineurs devient pénal au Maroc ?

(www.infomediaire.ma) - En mars 2013, la députée Khadija Rouissi a présenté devant la Chambre des Députés une proposition de loi prévoyant “des peines de prison contre les employeur(e)s d'enfants allant d'un an à trois ans de prison ferme”.

Et selon une information parvenue à Infomédiaire Maroc, la Chambre des Conseillers reprend, aujourd'hui et demain, l'examen du projet de la Loi 19.12 sur les “travailleur(e)s domestiques”.

Après les avis du **Conseil national des droits de l'homme (CNDH)** et du Conseil Economique Social et Environnemental (CESE) pour la fixation à 18 ans de l'âge d'accès au travail domestique, les amendements de toutes les composantes de la Chambre proposent l'interdiction du travail domestique des moins de 18 ans. A suivre !

<http://www.infomediaire.net/news/maroc/social-le-travail-des-mineurs-devient-penal-au-maroc>